

Article 30 du Règlement

Un pareil système pourrait compter sur une force de paix internationale dont les membres seraient recrutés individuellement grâce aux pouvoirs accrus du Conseil de sécurité. D'aucuns ont prétendu que des tribunaux internationaux et des tribunaux d'arbitrage chargés de faire respecter la règle du droit dans les litiges internationaux pourraient amener certains pays à la raison et constitueraient un recours et un espoir pour d'autres.

On affirme à la chambre, un peu partout dans le monde et aussi dans les médias, qu'il y avait eu violation du droit international. Il ne fait pas de doute que les dispositions de la Charte des Nations Unies ont été enfreintes. Comment faire pour que pareille chose ne se reproduise plus? Il faudrait donner aux institutions multilatérales les moyens de faire respecter le droit international au lieu d'avoir recours aux armes.

Mais pour revenir à un problème plus près de nous, l'invasion de la Grenade, dont il est question ce soir, voyons quels moyens nous pourrions prendre dans le cadre des organisations qui existent actuellement pour dénouer cette crise. La Grenade fait partie du Commonwealth, une institution vouée à la coopération régionale qui existe depuis fort longtemps. C'est un mécanisme politique bien établi qui permettrait de trouver des solutions durables aux problèmes internationaux et qui nous empêcherait de prendre des mesures expéditives ou de parer au plus pressé à coup d'offensives diplomatiques.

Le secrétaire général du Commonwealth sait comment apporter une solution pacifique plutôt que militaire au conflit. Le Canada aurait avantage à lui demander conseil et aurait d'ailleurs dû le faire depuis qu'on a déposé à la Chambre, il y a un an, des recommandations visant à soulager nos grandes craintes quant à la stabilité. Le gouvernement a accueilli ces recommandations du sous-comité en disant qu'il était au courant de tout cela. «Facile ne serait qu'un euphémisme» déclarait le député de Labelle (M. Dupras) en réponse à ce document. «Nous le faisons déjà», de dire le gouvernement. «Nous vous avons devancés.» S'il nous avait réellement devancés, ne nous aurait-il pas signalé ce qui se passait à la Grenade? N'aurait-il pas pris une initiative pour au moins tenter de contenir la montée de la tension dans le bassin de l'Amérique centrale.

• (2350)

Je crois qu'une bonne occasion s'offre à nous. L'institution du Commonwealth est généralement reconnue. Il est grand temps que le Canada prenne position dans cette région, en tant que membre d'une association de nations, et fasse des propositions concrètes. Nous pouvons insister pour qu'on n'ait recours aux armes qu'en dernier lieu.

J'ai voyagé, comme d'autres députés, dans le cadre des travaux du sous-comité, dans cette région. J'ai rencontré les gens et vu de mes propres yeux les circonstances politiques, économiques et sociales. Elles sont comparables à celles dont j'ai été témoin en Afrique et dans d'autres parties du monde. J'ai entendu des témoignages, de même que des députés de tous les partis, de personnes qui annonçaient cette intervention, croyant qu'il ne s'agissait que d'une question de temps. C'est ce que nous avons entendu tout au long de notre route.

A la Trinité, par exemple, nous avons rencontré bon nombre de dirigeants régionaux d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui, dès janvier 1982, redoutaient de telles

actions. Qui avons-nous rencontré? M. Kurleigh King, secrétaire général de Caricom, entre autres; à la Trinité, le père Peter Nicholson, rédacteur du *Catholic Times*; Brian Dare, officier adjoint du Haut-commissariat canadien à la Barbade; William Demas, président de la Caribbean Development Bank; le révérend Roy Neehall, secrétaire général de la Caribbean Conference of Churches. Nous avons posé des questions comme: «Craint-on une invasion à la Grenade?», et obtenu des réponses comme: «Oui, les événements à la Dominique ont démontré à quel point il est facile de renverser un gouvernement. A la Grenade, les citoyens craignent, par suite des propos tenus par Gairy aux États-Unis, une invasion de l'île.» C'est ce que déclaraient les dirigeants du Haut-commissariat canadien. Quant au secrétaire général de la Caribbean Conference of Churches, il a voulu nous dire que son organisme était heureux de la chute du gouvernement Gairy à Grenade. Toutefois, il craignait que les églises n'entrent en conflit avec M. Bishop. «Nous entamerons bientôt le dialogue avec M. Bishop sur des questions comme les prisonniers politiques, la liberté d'expression et les élections», déclarait-il.

J'en suis à me demander pourquoi le gouvernement ne s'est pas intéressé de plus près aux menaces extérieures qui pesaient sur ses collègues du Commonwealth, peu importe la provenance de ces menaces. Je trouve inquiétant que le gouvernement n'ait pas cherché à profiter de l'organisation du Commonwealth pour tenter d'identifier ces menaces et de les écarter. Nous sommes maintenant devant un énorme écran de fumée, une série d'accusations et de contre-accusations visant à dissimuler la négligence et l'absence d'une politique étrangère dynamique dirigée vers notre hémisphère, en particulier les Antilles.

En terminant mon intervention dans ce débat de ce soir, je me joins à mes collègues pour exprimer ma sympathie à ceux qui ont perdu des êtres chers et à tous ceux qui sont frappés par le bouleversement complet de leur île natale. J'exprime aussi l'espoir que nous, Canadiens, continuerons à être sensibles aux sentiments humanitaires et à agir en conséquence. J'espère que la Chambre prendra conscience de la conclusion qui s'impose inévitablement, à savoir que la paix et la sécurité de notre monde tiennent à l'équilibre et que l'affaire en cause symbolise sur une petite échelle la situation planétaire. Nous devons chercher des solutions politiques aux conflits internationaux ou bien vivre dans un péril permanent. Il faut assurer notre sécurité en commun et faire cause commune avec nos alliés et nos voisins pour renouveler nos engagements envers nos institutions internationales au sein desquelles nous occupons une place de choix. Si nous ne nous orientons pas dans cette direction, alors ceux qui sont morts dans ces circonstances tragiques seront morts en vain.

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, j'apprécie cette possibilité de prendre la parole au sujet de cette situation des plus tragiques et menaçantes qu'est l'invasion de la Grenade. Je suis sensible aux observations que vient de faire le député de Waterloo (M. MacLean). Je crois que tous les députés voudront souscrire à sa suggestion selon laquelle il faut établir un système mondial de sécurité, chercher des solutions politiques aux problèmes au lieu de les trancher par une invasion, et certainement souscrire à l'idée selon laquelle le Canada devrait prendre l'initiative parmi les